

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 31 août au 4 septembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : La BAD rejoint cinq bailleurs multilatéraux pour sécuriser les approvisionnements en engrais
- ❖ **Éthiopie** : El Niño assèche les barrages, EEP rationne les cryptomineurs
- ❖ **Kenya** : S&P confirme la note souveraine avec perspective stable

LE CHIFFRE A RETENIR

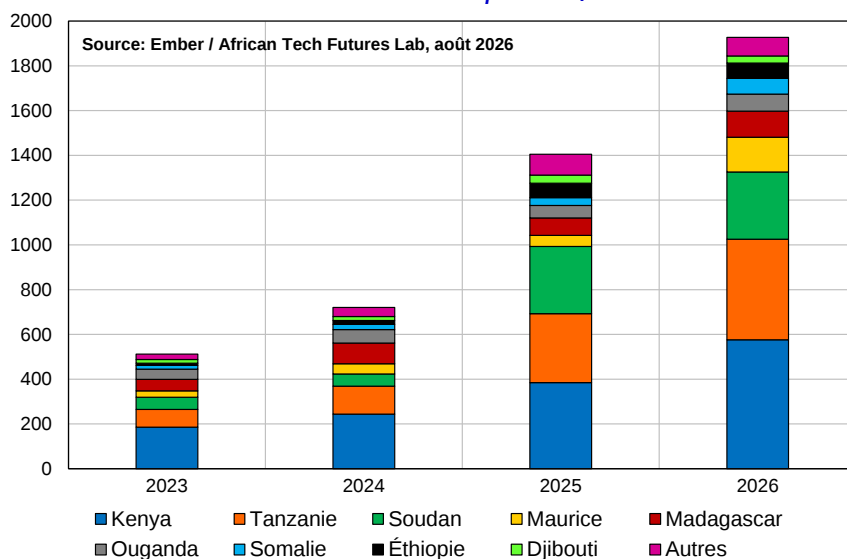
96,7 %

ÉTHIOPIE : PART DES FLUX MARITIMES TRANSITANT
PAR LE PORT DE DJIBOUTI EN 2025/2026 (SOIT
15,93 MT D'IMPORTATIONS ET 1,64 MT
D'EXPORTATIONS)

Le graphique de la semaine

AEOI : nouvelles capacités solaires installées

- par an, en MW -



Ember, think tank britannique spécialisé dans l'énergie, estime les capacités installées à partir des données douanières d'exportation chinoises (la Chine fournissant 94 % des panneaux installés en Afrique). Les volumes exportés sont convertis en capacités (MW), corrigés pour tenir compte des délais d'acheminement et d'installation ainsi que de la part des panneaux effectivement installés, puis complétés des importations provenant d'autres pays et de la production locale. Les données d'exportation disponibles jusqu'en juin 2026 permettent ainsi d'estimer les installations sur l'ensemble de l'année 2026. Cette méthode conduit à des estimations supérieures aux données de l'IRENA, fondées principalement sur les déclarations nationales et qui recensent moins bien les installations décentralisées, notamment en toiture.

Les installations solaires accélèrent fortement en Afrique, y compris dans les pays de l'AEOI. Dans la région, les nouvelles capacités installées sont passées de 496 MW en 2023 à 1 895 MW estimés en 2026. La hausse est largement portée par le Kenya et la Tanzanie, qui concentrent une part croissante des nouvelles installations, tandis que le Soudan émerge rapidement comme un nouveau marché solaire régional. Ember estime les trois quarts de cette croissance du solaire distribué, notamment en toiture, par les entreprises commerciales et industrielles, pour lesquelles le retour sur investissement attendu est généralement compris entre deux et cinq ans. Les panneaux chinois exportés vers l'Afrique au cours des douze mois précédant juin 2026 ont coûté 2,4 Md USD, soit à peu près ce que coûterait, tous les trois mois, le gazole nécessaire pour produire la même électricité.

REGIONAL

La BAD rejoint cinq bailleurs multilatéraux pour sécuriser les approvisionnements en engrais

Le 1er septembre 2026, [la Banque africaine de développement \(BAD\)](#) a signé, avec la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Groupe de la Banque mondiale, une déclaration conjointe visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement en engrais et à réduire les vulnérabilités structurelles pesant sur les petits exploitants et les ménages à faible revenu. Les signataires s'engagent à élaborer une feuille de route coordonnée des banques multilatérales de développement qui complétera les travaux des G20 et G7 et prolongera le plan d'action des institutions financières internationales adopté après la crise alimentaire de 2022. Les priorités portent sur le financement de la production, du stockage et du transport d'engrais, leur utilisation efficiente, la surveillance des marchés et l'accès des petits producteurs aux intrants et marchés.

Les retards de publication des calendriers tarifaires freinent la mise en œuvre de la ZLECAf

La mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) progresse, mais reste marquée par des écarts importants entre les États membres. Sur les 54 pays signataires, 50 avaient ratifié l'accord en février 2026 et transmis leurs offres tarifaires concernant les biens. Cependant, seulement 16 d'entre eux disposent d'offres couvrant l'ensemble des catégories de produits. Les négociations sur les services, l'investissement et la politique de concurrence se poursuivent également, tandis que celles sur la propriété intellectuelle et le commerce numérique sont achevées.

COMORES

Bilan 2025 et cap fixé par la BCC pour 2026

Le gouverneur de la Banque centrale des Comores (BCC) a présenté son rapport annuel 2025 le 28 août à la presse. Ce rapport met en évidence une croissance du PIB à +3,8 %, portée par la

construction et l'amélioration de la fourniture électrique, tandis que l'inflation reculé à +3,3 %. L'institution fait également état de réformes institutionnelles majeures, d'une consolidation du secteur bancaire et de l'adoption de la Stratégie nationale d'inclusion financière à l'horizon 2030. Cette évolution intervient alors que les transferts de la diaspora occupent une place croissante dans l'économie nationale pour s'établir à plus de 20 % du PIB, contre moins de 3 % en 1975. Sur la même période, le PIB par habitant est passé de 397 dollars à 1 784 dollars, tandis que les Comores ont accédé en 2019 à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour la BCC, le défi des prochaines années sera désormais de transformer cette amélioration des indicateurs macroéconomiques et ces réformes institutionnelles en davantage de financement de l'économie réelle.

DJIBOUTI

L'essentiel du commerce éthiopien a encore transité par le pays au cours de l'année 2025/26

Sur l'exercice 2025/2026, l'Éthiopie a transporté 17,6 Mt de marchandises, dont 15,9 Mt d'importations et 1,6 Mt d'exportations, selon les données publiées par le ministère éthiopien des Transports et de la Logistique (MoTL). Le port de Djibouti a concentré 96,7 % des flux maritimes, confirmant la forte dépendance de l'Éthiopie à ce corridor malgré les projets d'alternatives via Berbera (Somalie) et le corridor Mombasa-Moyale (Kenya). Par ailleurs, c'est le transport routier qui reste également dominant, avec 80,2 % du fret, contre 18,9 % pour le rail et 0,9 % pour le transport aérien. Le café constitue le premier produit exporté en volume (440 090 tonnes), devant les légumineuses et les oléagineux. Malgré la hausse des coûts du transport maritime et les efforts de diversification des corridors, Djibouti conserve donc sa position très largement dominante sur le commerce extérieur éthiopien.

Djibouti sollicite l'appui de l'ISA pour accélérer l'électrification solaire rurale

En marge de la 8^e Réunion ministérielle du Comité régional Afrique de l'Alliance Solaire Internationale (ISA), Djibouti a réaffirmé sa volonté d'accélérer le développement de l'énergie solaire, notamment dans les zones rurales et isolées. Le gouvernement sollicite l'appui de l'ISA pour déployer des mini-

réseaux solaires dans 20 zones prioritaires, afin d'étendre l'accès à l'électricité au-delà du réseau national. Les échanges ont également porté sur le renforcement des compétences nationales à travers des formations spécialisées dans les technologies solaires et sur le projet d'accueil à Djibouti d'un centre régional STAR-C, destiné à développer l'expertise technique, la certification des équipements et les cadres réglementaires. L'ISA a par ailleurs présenté le renforcement de son fonds de garantie, porté de 71 à 200 M€ EUR afin de faciliter la mobilisation de financements privés pour les projets d'énergie décentralisée en Afrique. Cette coopération pourrait contribuer à soutenir la diversification énergétique de Djibouti et l'électrification rurale.

ÉTHIOPIE

El Niño assèche les barrages, EEP rationne les cryptomineurs

Les effets du phénomène El Niño commencent à se faire sentir en Éthiopie, la sécheresse ayant réduit d'environ 20 % les apports d'eau dans les 21 barrages hydroélectriques. Ceci pose un risque sur l'approvisionnement en électricité au niveau national poussant l'Ethiopian Electric Power (EEP) à prévoir une réduction de -10 % sur son objectif de production pour l'année 2026/2027. Ainsi, dans l'objectif de diminuer les conséquences sur les ménages, EEP prévoit de réduire l'électricité fournie aux entreprises de « data mining » qui sont au nombre de 30 et consomment 23 % de la production électrique du pays. Ces sociétés représentent 41 % des revenus d'EEP notamment grâce à des paiements en devises étrangères et à des tarifs élevés. La sécheresse résultant du phénomène El Nino pourrait réduire les revenus d'EEP de -3 % et ses recettes en devises étrangères d'environ 40 %.

Modernisation du modèle de prévision macroéconomique éthiopien par le FMI

Le FMI a annoncé son intention de remplacer d'ici septembre 2026 le modèle actuel de prévision macroéconomique sur l'Éthiopie par la Comprehensive Adaptive Expectations Model (CAEM). Ce modèle qui doit permettre des analyses plus avancées et mieux adaptées aux réalités du pays, sera personnalisé pour intégrer les spécificités structurelles de l'économie éthiopienne et connecté

à l'outil du FMI consacré à la dette. D'autre part, le CAEM rendra mieux compte les réformes économiques profondes, liées à la libéralisation du régime de change, à la politique monétaire fondée sur les taux d'intérêt et à la soutenabilité de la dette. En outre, ce nouveau modèle sera accompagné d'une assistance technique financée par le gouvernement japonais visant à renforcer les compétences des équipes du ministère des Finances et de la Banque centrale éthiopienne.

Augmentation de la contribution éthiopienne au budget de l'UA

L'Éthiopie va presque doubler sa contribution annuelle au budget de l'Union africaine (UA), passant d'environ 8 M USD à 15 M USD. Cette augmentation, qui s'appliquera au cycle 2027-2029, permettra à l'Éthiopie de rejoindre le groupe des contributeurs de premier rang aux côtés de l'Algérie, l'Égypte, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Angola. La hausse de la contribution éthiopienne intervient à un moment où l'UA fait face à d'importantes contraintes budgétaires, près des deux tiers de ses financements provenant des partenaires de développement, et environ 40 % des États membres ne versant pas leurs contributions annuelles. Ceci fait que l'UA opère dans des conditions de financement peu prévisibles et non durables. La situation est d'autant plus préoccupante pour les opérations de paix en Somalie, dans un contexte où les financements américains diminuent alors que l'UA fait face à plus de 283 M USD de dettes dont environ 50 % envers les pays fournisseurs de troupes.

L'inflation augmente à +15,3 % en août

L'inflation éthiopienne enregistrée en juillet 2026 a grimpé à +15,3 % en glissement annuel après +13,9 % en juin et +13,7 % en juillet 2025. Cette augmentation était davantage ressentie dans les prix non-alimentaires, étant passée de +12,2 % en juin à +14,8 % en juillet. L'inflation alimentaire quant à elle atteignait +15,7 % en juillet contre +15,1 % en juin. Les produits ayant enregistré les principales hausses sont le sucre, la confiture et le miel qui ont augmenté de +39,4 %, suivis par les boissons non-alcoolisées et le café (+33 %) et la viande (+21,6 %). La hausse de l'inflation non-alimentaire a été principalement portée par les frais d'éducation, qui ont connu une hausse de +25,3 %. Cette hausse marque un tournant important après une baisse continue de l'inflation entre début 2024 et décembre 2025, suite

aux réformes macro-économiques mises en place par le gouvernement.

KENYA

L'inflation est en légère hausse en août

En août 2026, l'inflation kényane a légèrement accéléré, à +6,6 % en glissement annuel (après +6,5 % en juillet), se maintenant pour le cinquième mois consécutif au-dessus du point médian de +5,0 % de la cible de la Banque centrale du Kenya (CBK), fixée entre +2,5 % et +7,5 %. Les transports (+15,7 %, après +15,6 %) sont demeurés la principale source de pression, la résurgence des tensions géopolitiques au Moyen-Orient ayant tiré les cours du pétrole à la hausse. L'inflation alimentaire est restée élevée (+9,0 %), tandis que le logement et les services collectifs ont accéléré (+3,6 % après +3,2 %). L'inflation sous-jacente a légèrement progressé (+3,4 % après +3,2 %).

Le parlement réoriente la redevance passagers vers la sécurité aérienne et le tourisme

Le 27 août 2026, l'Assemblée nationale du Kenya a adopté le projet de loi portant modification de la redevance sur les passagers aériens (*Air Passenger Service Charge (Amendment) Bill, 2026*), qui réoriente le produit de la taxe sur les passagers aériens vers la sécurité aérienne et la promotion du tourisme. Le texte précise les modalités de gestion et d'affectation des recettes, afin de renforcer les institutions chargées de la sécurité aérienne et l'efficacité des opérations de transport aérien. Il conforte également la promotion touristique, la connectivité aérienne restant déterminante pour attirer les visiteurs internationaux. La redevance demeure fixée à 50 USD pour les vols internationaux et à environ 4,6 USD (600 KES) pour les vols intérieurs, le ministre pouvant en modifier les taux par avis au Journal officiel (*Gazette notice*). Il s'agit de la deuxième modification en moins d'un an : la révision de novembre 2025 avait remplacé le *Tourism Promotion Fund* par le *Tourism Fund*. La redevance sera par ailleurs partiellement titrisée pour financer l'extension de l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA) : Dans ce projet, la Kenya Airports Authority (KAA) prévoit de financer sa quote-part de 30 % en fonds propres en cédant à des investisseurs ses recettes futures de redevance, et empruntera les 70 % restants sur le marché.

Fin de la grève aérienne et nouvelle direction par intérim chez Kenya Airways

Le Syndicat des travailleurs de l'aviation du Kenya (KAWU) a entamé une grève le 30 août 2026 en raison de l'absence d'accord sur une convention collective avec l'Autorité de l'aviation civile du Kenya (KCAA) et du manque de coopération de l'Autorité aéroportuaire du Kenya (KAA) et de Jambojet, filiale de Kenya Airways (KQ). Le mouvement a perturbé le trafic à l'aéroport international Jomo Kenyatta et ailleurs dans le pays. Le 1er septembre, le KAWU a cependant signé avec le gouvernement un accord de reprise immédiate du travail et de règlement du différend salarial. Par ailleurs, George Kamal, directeur général du groupe et CEO par intérim depuis décembre 2025, a quitté ses fonctions, avec effet au 30 septembre. Le conseil d'administration a désigné Habil Waswani, secrétaire général et directeur des affaires juridiques et de la conformité réglementaire, comme directeur général du groupe et CEO par intérim à compter du 15 septembre. KQ a enregistré une perte nette de 124,18 M USD au premier semestre 2026, sa deuxième plus lourde perte semestrielle depuis 2008, alors que la modernisation de JKIA se prépare.

S&P confirme la note souveraine avec perspective stable

Le 21 août, S&P Global Ratings a confirmé la note du Kenya à « B/B » (court et long terme, en devises et en monnaie locale), avec perspective stable. La croissance 2026 est révisée à la baisse, à +4,9 % (-0,2 points), et le déficit courant à la hausse, à 3,0 % du PIB (+0,3 point), en raison du conflit au Proche-Orient et des risques El Niño pour l'agriculture (environ 22 % du PIB). S&P indique que la note pourrait être abaissée en cas de tensions de refinancement liées à une baisse durable des réserves, ou si un rachat de dette, domestique ou extérieur, était assimilé à un échange de dette en difficulté (*distressed exchange*).

Baisse de la taxation du fret groupé après la mobilisation des petits commerçants

Le 2 septembre 2026, le président William Ruto a annoncé l'abaissement à 15 500 USD (2 M KES) de la valeur de référence utilisée pour taxer les conteneurs de fret groupé, système par lequel de nombreux petits importateurs mutualisent leurs marchandises dans un même conteneur de 40 pieds, en provenance de Chine pour l'essentiel, dédouané

selon une procédure simplifiée. Ce seuil s'établissait à 24 800 USD depuis le 20 août et à 19 400 USD auparavant. Cette décision, qui fait suite à la mobilisation des petits commerçants, s'accompagne d'un réenregistrement des groupeurs et de l'identification de leurs clients importateurs d'ici au 15 octobre. Kenya Railways a également fortement réduit le coût d'acheminement des conteneurs entre le port sec de Nairobi (*Inland Container Depot, ICD*), terminus du fret ferroviaire en provenance de Mombasa, et le centre de dégroupage de Boma Line, où les marchandises sont réparties entre les importateurs. Séparément, le président a annoncé vouloir restreindre certaines activités de petit commerce aux ressortissants kényans afin de protéger les commerçants locaux.

MADAGASCAR

Rachat de l'Office Pharmaceutique Malgache par CFAO Healthcare

Le groupe CFAO a annoncé, le 31 août, l'acquisition par sa division santé, CFAO Healthcare, de l'Office Pharmaceutique Malgache (OPHAM), principal grossiste-répartiteur pharmaceutique du pays. Cette opération renforce la présence du groupe CFAO à Madagascar, où il est implanté depuis plusieurs décennies à travers le grossiste pharmaceutique Laborex Madagascar (ex-Somaphar) et le concessionnaire automobile CFAO Motors. Elle permet également au groupe de consolider significativement sa position sur le marché de la distribution pharmaceutique, en réunissant deux des trois principaux grossistes-répartiteurs du pays. CFAO Healthcare détiendrait ainsi plus de 60 % de parts de marché dans le secteur de la santé, l'OPHAM représentant environ 43 % du marché en 2019, contre 15 à 20 % pour Laborex Madagascar.

Recapitalisation de la SECREN

Le gouvernement Malgache a annoncé une recapitalisation à hauteur de 10 Md MGA (2 M EUR) au bénéfice de la Société d'Études, de Construction et de Réparation Navales (SECREN) à Diégo Suarez. L'objectif est de redémarrer les activités de la société d'État, d'améliorer sa situation financière et de renforcer son autonomie en termes de fonctionnement. Une allocation de 600 M MGA (120 000 EUR) a également été octroyée afin d'apurer les arriérés de salaire des mois de mai et juin

2026. Le ministère de l'Industrialisation et du Développement du secteur privé (MIDSP) a également prévu le déploiement d'une mission spéciale auprès de la SECREN afin d'identifier les difficultés rencontrées et de proposer des solutions durables. Lors d'un déplacement en janvier à Diégo Suarez en janvier dernier, le Président de la refondation avait évalué les besoins d'urgence de la SECREN à 27 Md MGA (5,4 M EUR) et le plan de relance globale à 30 M USD.

MAURICE

Le dialogue public-privé au service du renforcement du secteur financier

La ministre Jyoti Jeetun a rencontré les acteurs du secteur financier le 27 août afin de renforcer la compétitivité et de préparer son développement à long terme. Représentant actuellement 12,4 % du PIB, le secteur doit atteindre 28 % d'ici 2050 selon le cadre de Vision 2050. Pour y parvenir, le gouvernement mise sur la diversification, les réformes, l'innovation financière et l'amélioration de l'environnement des affaires. La compétitivité de Maurice sera notamment comparée à celle d'autres centres financiers, tandis que la Commission des Services Financiers vise à réduire à neuf jours le délai d'octroi des licences. Le secteur privé a insisté sur la nécessité de développer des produits financiers à forte valeur ajoutée et d'assurer davantage de stabilité et de prévisibilité réglementaire, ce qui nécessite une étroite collaboration entre le gouvernement, les régulateurs et le secteur privé.

UGANDA

L'inflation progresse légèrement en août, malgré la stabilisation des prix de l'énergie

L'inflation annuelle a progressé pour le cinquième mois consécutif, atteignant +4,1 % en août contre +4,0 % en juillet. Cette hausse n'est toutefois plus portée par les prix de l'énergie, dont l'inflation annuelle à +14,3 % (contre +14,9 % en juillet) recule même pour la première fois depuis près d'un an. En août, le prix de l'essence a très légèrement reculé, tandis que celui du diesel a augmenté de +0,8 %. Les prix alimentaires ont également accéléré, avec une inflation de +2,1 % en août, contre +1,6 % en juillet. L'inflation sous-jacente continue de progresser faiblement, à +3,5 % contre +3,4 % le mois précédent.

Ouverture de Starlink en Ouganda

Après la signature d'un Memorandum of Understanding en mai dernier avec l'Ouganda Communications Commission (UCC), Starlink a officiellement lancé ses services Internet en Ouganda le 2 septembre, offrant une connexion haut débit par satellite, notamment dans les zones mal desservies par la fibre. Si l'arrivée du service est saluée par les entreprises et les particuliers, son coût initial suscite des critiques : l'équipement, les frais réglementaires et la livraison représentent plus de 500 EUR, auxquels s'ajoutent 45 EUR par mois d'abonnement. Ce niveau de prix pourrait limiter l'adoption par la clientèle visée (entreprises, institutions et ménages les plus aisés), malgré le potentiel de Starlink pour améliorer la connectivité en zone rurale.

Le pays baptise son pétrole « Pearl Sweet » avant le début de la production

À l'occasion d'une visite du président ougandais, Yoweri MUSEVENI, dans la région albertine, l'Ouganda a officiellement baptisé son brut « Pearl Sweet », à l'approche du début de la production commerciale, prévue d'ici fin 2026. Le nom fait référence à la faible teneur en soufre du pétrole (« Sweet ») et au surnom du pays, la « Pearl of Africa ». Avec 1,65 milliard de barils de réserves récupérables, la production devrait atteindre un pic de 230 000 barils par jour. Le brut sera exporté via l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP), long de 1443 km, jusqu'au port tanzanien de Tanga. Le projet entre dans sa phase finale de construction et de mise en service (taux de complétion de 92,7 %). La désignation du brut doit permettre aux opérateurs d'engager des négociations commerciales avec les raffineries et les acheteurs potentiels, marquant une nouvelle étape vers la commercialisation du pétrole ougandais.

Uber se retire du marché

Uber a annoncé, mercredi 2 septembre, la fin de ses activités en Ouganda, après un examen de ses opérations dans le pays. Ce retrait intervient dans le cadre d'une restructuration conduite à l'échelle mondiale, prévoyant la suppression d'environ 3300 emplois, soit 10 % de ses effectifs, afin de simplifier son organisation et de réallouer ses investissements vers ses activités de transport, de livraison et surtout les véhicules autonomes. Uber, présent en Ouganda depuis 2016, a indiqué que cette décision était limitée à ce marché et ne remettait pas en cause son

engagement dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Le groupe reste implanté dans quatre pays d'Afrique (Égypte, Ghana, Kenya et Afrique du Sud).

RWANDA

Le RSSB consolide son portefeuille d'investissements productifs

Le *Rwanda Social Security Board* (RSSB) a annoncé la prise de contrôle intégrale d'Inyange Industries et de Ruliba Clays après le rachat des participations encore détenues par Crystal Ventures. Cette opération traduit la volonté du principal investisseur institutionnel du pays de renforcer sa présence dans des secteurs considérés comme stratégiques pour l'économie nationale. Inyange Industries occupe une place centrale dans l'industrie agroalimentaire tandis que Ruliba Clays poursuit l'expansion de ses capacités de production dans le secteur des matériaux de construction. À travers cette acquisition, le RSSB cherche à sécuriser des rendements de long terme pour ses affiliés tout en soutenant le développement du tissu productif national. L'institution a également indiqué envisager, à terme, de nouvelles formes de valorisation de ses actifs, notamment via des partenariats stratégiques ou une ouverture au marché des capitaux.

Les tensions sur les coûts de production demeurent élevées

L'indice des prix à la production a enregistré une hausse annuelle de +20,8 % en juillet 2026, témoignant de la persistance des pressions inflationnistes au niveau des entreprises. Les prix des biens destinés au marché intérieur ont progressé de +22,4 %, tandis que ceux des produits exportés ont augmenté de +21,5 %. Bien que l'évolution mensuelle demeure limitée (+0,5 %), cette tendance reflète la hausse continue des coûts des intrants, de l'énergie et du transport. La progression soutenue des prix à la production pourrait continuer à se transmettre aux prix à la consommation dans les prochains mois et constitue un indicateur à surveiller dans le contexte du maintien d'une inflation élevée au Rwanda.

Diversification des financements extérieurs en JPY

Le Rwanda a mobilisé un financement commercial de long terme d'un montant de 82 M EUR et 15 Md JPY (yens japonais), marquant sa première opération libellée en devise japonaise. Structurée avec le soutien

de la Banque mondiale, cette levée de fonds s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de diversification des sources de financement et d'optimisation du profil de la dette publique. Grâce à une maturité de quinze ans et une période de grâce de six ans, l'opération permet de lisser les échéances de remboursement tout en limitant les risques de refinancement. Les ressources mobilisées contribueront au financement des priorités nationales, notamment dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement industriel. Cette opération confirme également la capacité du Rwanda à attirer des financements internationaux dans un environnement marqué par des conditions de marché plus contraignantes pour les économies émergentes.

Kigali poursuit son ambition de devenir une plateforme financière continentale

Le *Kigali International Financial Centre (KIFC)* a noué un partenariat stratégique avec Global Banking & Markets afin de renforcer l'intégration des marchés financiers africains et de favoriser la mobilisation de capitaux internationaux au profit du continent. Cette coopération prévoit notamment l'organisation à Kigali d'un rendez-vous international consacré aux marchés obligataires, au financement des entreprises et à la finance durable. En accueillant ce type d'évènement, le Rwanda poursuit sa stratégie de positionnement comme hub financier régional et entend accroître sa visibilité auprès des investisseurs institutionnels, des banques de développement et des acteurs des marchés de capitaux.

SEYCHELLES

La production industrielle poursuit sa baisse

Dans le dernier rapport sur l'indice de production industrielle des Seychelles (IPIS) publié le 31 août 2026, les performances industrielles connaissent une forte dégradation en juillet 2026 (-21,0 % en glissement annuel), bien plus forte qu'observé en juin (-0,7 % en glissement annuel). Cette tendance s'explique notamment par la baisse de l'IPIS dans trois secteurs : la « fabrication d'autres produits alimentaires » (-45,5 %); la « fabrication d'autres articles en papier et en carton » (-41,8 %); la « transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques » (-36,5 %) et la « fabrication d'articles en béton, ciment et plastique » (-3,0 %). Elle s'explique par la fluctuation des prix (hausse des

coûts de l'énergie) que par une baisse de la demande dans les secteurs concernés (réduction des volumes de pêche, baisse de la demande locale en papier ou ralentissement des projets de travaux publics).

SOMALIE

Le FIDA lance un programme de résilience rurale de 31,22 M USD

Le 29 août 2026, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a lancé à Mogadiscio le Programme de résilience des moyens d'existence ruraux (RLRP), doté de 31,22 M USD, au titre d'un accord signé avec le gouvernement fédéral somalien en avril 2024. Il vise la production agricole, la sécurité alimentaire, la résilience et les débouchés économiques des ménages ruraux. Le FIDA déploie parallèlement un nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) courant jusqu'en 2030, aligné sur le Plan national de transformation et la Vision 2060, qui vise plus de 125 000 ménages ruraux et plus de 100 M USD mobilisés. Les financements du FIDA en Somalie sont passés ces dernières années de 10 M USD à plus de 100 M USD. Après avoir apuré ses arriérés il y a moins de trois ans, la Somalie contribue désormais à la reconstitution des ressources FIDA14, le gouvernement s'engageant à un versement annuel sur trois ans.

SOUDAN

Création d'une cellule de crise après la chute record de la livre soudanaise

Le 31 août 2026, le Comité national de gestion économique du Soudan a créé une cellule de crise confiée au ministre des Finances pour déployer des mesures budgétaires et monétaires d'urgence, la livre soudanaise (SDG) étant tombée à un plus bas historique de 6 600 pour un dollar américain au marché parallèle. La chute s'est accélérée après que la Banque centrale du Soudan (CBoS) a laissé aux banques commerciales plus de latitude pour fixer les taux et acheter les recettes d'exportation. Le gouvernement a également ordonné des audits des registres du commerce et des agences commerciales, avertissant que les entreprises non conformes et les sociétés-écrans du commerce illicite seraient radiées. Un comité ministériel ciblera le marché noir des devises, la fraude commerciale et la contrebande d'or.

SOUDAN DU SUD

Le gouvernement reconnaît le retard du pays en matière d'infrastructures

Le vice-président Taban DENG GAI a reconnu, le 27 août, les importantes insuffisances du Soudan du Sud en matière de routes et d'infrastructures énergétiques, appelant notamment à développer les corridors de Juba-Nimule (frontière ougandaise) et de Juba-Nadapal (frontière kenyane) pour faciliter les échanges. Il a proposé de davantage recourir aux partenariats public-privé (PPP), notamment à travers des routes à péage, afin de financer les infrastructures sans créer de nouvelles taxes. Le gouvernement envisage également d'accroître les importations d'électricité depuis l'Ouganda et l'Éthiopie, alors que seule Juba dispose actuellement d'un accès – limité – à l'électricité. Le vice-président a enfin souligné le coût élevé du carburant, qui pèse sur les secteurs du transport et de l'agriculture ; il a plaidé pour le développement de capacités locales de raffinage.

TANZANIE

La filière de noix de cajou vise un nouveau record

La Tanzanie ambitionne de redevenir le premier producteur de noix de cajou d'Afrique, avec un objectif de plus de 1 million de tonnes par an à l'horizon 2029/2030. Après une production de 618 500 tonnes en 2025/2026, les autorités visent 750 000 tonnes dès 2026/2027. Le principal défi demeure la transformation locale, qui ne concerne actuellement que 27 % de la production, limitant ainsi la création de valeur ajoutée et d'emplois. Le gouvernement prévoit donc de renforcer les capacités de transformation, notamment au profit des petits opérateurs, tout en améliorant la qualité, les infrastructures rurales et l'accès aux équipements. Un programme de formation de 512 techniciens agricoles, en partenariat avec le Tanzania Agricultural Research Institute (TARI), doit également soutenir les producteurs. Cette stratégie vise à accroître la production et la valeur ajoutée locale dans une filière essentielle aux revenus agricoles et aux exportations. La Tanzanie accueillera la World Cashew Conference, du 21 au 23 janvier 2027 à Dar es Salaam.